

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2013)  
**Heft:** 1993

**Artikel:** Le troisième âge du fédéralisme : la mise à l'épreuve de l'alliance confédérale est enclenchée  
**Autor:** Gavillet, André  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1014083>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 13.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Le troisième âge du fédéralisme

La mise à l'épreuve de l'alliance confédérale est enclenchée

André Gavillet - 22 avril 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/23303>

Les résultats de l'initiative populaire Minder ne méritent qu'un adjectif: mirobolants. Thomas Minder a été honoré d'une ovation des cantons et des communes. Quelle interprétation faut-il en tirer? Un loto électoral grandeur nature, ou bien un changement durable des mentalités?

On observe que le peuple est généralement sensible aux sujets de société plus qu'aux enjeux politiques. L'ont ému l'absinthe, les minarets, la pédophilie. Or, en apparence froide et constitutionnelle, l'initiative Minder reflétait le sens du travail, de l'argent mérité. Le peuple sait être politique et conservateur.

Victoire d'autant plus significative qu'elle est obtenue avec les faibles provisions du bord. Pour simplifier, disons qu'on attribua à economiesuisse la conduite stratégique d'une campagne publicitaire devant le peuple. On demanda aux partis qui ont pris position au Parlement et au Conseil fédéral d'assurer le point de vue anti-Minder devant l'opinion. Là aussi, échec - alors même que la gauche sociale-démocrate et syndicaliste ne saisissait pas l'occasion de peser d'un poids significatif.

## Banques

L'exploitation du secret

bancaire a fait de la Suisse un pays parmi les plus grands gestionnaires de la fortune privée internationale. Les libertés de légiférer en matière fiscale ont permis aux cantons de rabattre une clientèle extérieure. Zoug depuis longtemps donne l'exemple, suivi par la métropole lémanique.

La Suisse, pays riche, promeut l'épargne par souci d'économie et de bonne gestion. Or cette incontestable réussite qui l'a conduite jusqu'au 20e siècle sans guerre ouverte sur son territoire, la voici aux prises avec l'argent facile, celui des *traders*, celui des spéculateurs, qui déprécie celui qui en gagne peu. Un écart trop grand signifie l'abaissement, la rétrogradation; et les classes moyennes se retrouvent déclassées.

## Echec

La financiarisation de l'économie compte avec des chiffres devenus abstraits, irréels, sans référence concrète à échelle humaine. Cette évolution va entraîner pour la Suisse, même si son économie tourne bien, des difficultés spécifiques qui se définissent comme la perte des avantages acquis par des politiques bien peu loyales à l'égard de nos voisins.

Trois obstacles vont mettre la

Confédération à l'épreuve: la péréquation intercantonale à renégocier, un accord de loyauté fiscale à établir avec les plus forts pays de l'Union européenne, ainsi que la nécessaire amélioration de l'AVS.

Attirant un grand nombre de sociétés boîtes aux lettres, la Suisse profite des bénéfices de cet état de fait, mais sous-estime le danger qu'il représente. Rééquilibrer la péréquation interne et renoncer à des avantages injustifiés, puisque offerts uniquement pour attirer des investisseurs externes, vont exiger un véritable effort confédéral. Les sacrifices demandés seront inégaux.

Genève a estimé pour sa part la perte à 250 millions, pour autant que la Confédération assume la première moitié de la facture. Chacun a eu l'occasion de voir Zoug en tête de liste en cette matière. Puis sont apparues plus tardivement les communes des très petits cantons de Suisse centrale.

La tentation sera grande de procéder à des alliances, de regrouper les forces, notamment celles des petits cantons. Le lien fédéral sera mis à mal.

Le troisième point est la consolidation des assurances sociales. Il va permettre de

jouer avec une donnée budgétaire ou une autre. A condition que les responsables politiques affichent délibérément et ostensiblement une volonté sociale. Mais surtout les décisions nécessaires, de grande ampleur, entraîneront des coûts d'un montant jusqu'ici ignoré. La

Suisse prudente sera invitée à des dépenses jugées prohibitives par la droite. Sera-t-elle prête à engager quelques points de TVA pour combler ces besoins? Ce serait possible s'il s'agit d'un acte général, signifiant plus que la concordance, même réussie: un acte gouvernemental.

De toute façon le peuple aura à se prononcer.

Mais, sur les trois points cités (péréquation, Union européenne, AVS) il faut souhaiter le débat politique, en restant particulièrement attentifs à la solidarité confédérale. Et s'y préparer.

## Optimisation fiscale ou grève d'impôts?

Prendre la mesure de l'égoïsme de classe documenté par «Offshore Leaks»

Invité: René Levy - 20 avril 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/23294>

La lumière que jette une série d'affaires, de tiraillements politiques et notamment la publication d'[Offshore Leaks](#), éclaire crûment le volume et le profil des activités internationales permettant de soustraire autant de capitaux que possible aux fiscs de différents pays.

Difficile de ne pas se rappeler à cette occasion le fameux slogan du parti radical des années 80, «*moins d'Etat, plus de liberté*». C'était le cri de ralliement d'une vaste campagne de dénigrement et d'expropriation de l'Etat, dépeint comme un ogre insatiable qui écrase et étouffe la population. Cette campagne, menée au nom de la liberté et de l'esprit d'entreprendre, servait à mieux faire accepter une stratégie politique consistant à baisser les impôts, défaire les régulations, fragiliser les institutions de solidarité sociale, privatiser la moindre source

potentielle de profit. De cette manière, elle contribuait à miner le faible potentiel de redistribution instauré par des décennies de luttes politiques.

La partie idéologique de cette opération de grande envergure avait un but: faire disparaître des consciences, au sortir de la guerre froide, le fait que dans une démocratie l'Etat n'est pas une sombre puissance au service d'intérêts particuliers inavoués, mais au contraire un instrument de la volonté collective, élaboré par des compromis négociés intégrant un nombre certes limité, mais considérable, d'intérêts spécifiques.

Aussi, déjà à l'époque, le slogan cité apparaissait comme une phrase incomplète, allusive, signifiant en réalité «*moins d'Etat pour les faibles, plus de liberté pour les riches*».

Face au déluge d'informations

sur le nombre de sociétés *offshore*, *trusts* et autres constructions virtuelles servant à empêcher la traçabilité de la grande propriété et donc sa mise à contribution pour le bien commun, on nous assure que seulement une partie de ces activités est illégale, y compris quand elle sert à l'optimisation fiscale. Quand commencera-t-on à considérer l'optimisation fiscale à grande ampleur, l'exploitation de lacunes légales à des fins de soustraction «*en toute légalité*», comme socialement et politiquement illégitime?

Quoi qu'il en soit, il est devenu évident que tout est fait, y compris les lois, pour aider les riches à s'enrichir davantage, à la barbe des moins riches, non seulement en leur offrant des conditions de valorisation de leur capital bien plus favorables que celles réservées aux petits possédants, sans parler de la majorité de la